



Agence Nationale
pour la Rénovation
Urbaine

159 Av. Jean Lolive
93500 Pantin
tél. : 01 53 63 55 00
fax : 01 45 49 12 68
www.anru.fr

Cahier des clauses particulières

Marché public de services

**Assistance au recrutement de personnel pour le Fonds de Co-
Investissement de l'ANRU**



1. DESCRIPTION DU BESOIN	4
2 - FORME DU MARCHÉ ET MARCHES SIMILAIRES	4
2.1 FORME DU MARCHÉ	4
2.2 MARCHES SIMILAIRES	4
3 PASSATION DES BONS DE COMMANDES	5
4 CONDUITE DES PRESTATIONS – INTERLOCUTEURS	5
4.1 REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	5
4.2 PILOTAGE DES PRESTATIONS PAR L'ANRU	5
LE PILOTAGE DES PRESTATIONS EST RÉALISÉ PAR LE FONDS DE CO-INVESTISSEMENT DE L'ANRU	5
4.3 INTERLOCUTEUR DÉDIÉ DU TITULAIRE	5
4.4 ÉQUIPE AFFECTÉE À L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	6
4.5 OBLIGATIONS GÉNÉRALES	7
5 CONFLIT D'INTÉRÊTS	7
5.1 DÉFINITION DU CONFLIT D'INTÉRÊT	7
5.2 MODALITÉS DE PRÉVENTION DU CONFLIT D'INTÉRÊT EN AMONT DE L'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE	8
5.3 MODALITÉS DE PRÉVENTION DU CONFLIT D'INTÉRÊT LORS DE LA RÉALISATION BONS DE COMMANDE	8
6. PÉRIMÈTRE DES PRESTATIONS ET LIVRABLES ATTENDUS	8
6.1 PRESTATIONS ATTENDUES	8
6.2 TYPOLOGIE DES PROFILS RECHERCHÉS	9
6.3 LIVRABLES ATTENDUS	9
7. CONDUITE DES PRESTATIONS – INTERLOCUTEURS	9
7.1 REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	9
7.2 OBLIGATIONS GÉNÉRALES	9
7.3 CONDITIONS D'EXÉCUTION ATTENDUES	10
8. GROUPEMENT D'ENTREPRISES	11
8.1 RÔLE DU MANDATAIRE	11
8.2 RÉGIME DES PAIEMENTS	11
9. DURÉE DU CONTRAT – DÉLAIS D'EXÉCUTION ATTENDUS	12
9.1 DURÉE DU CONTRAT	12
9.2 DÉLAIS ET RÉALISATION DE LA PRESTATION	12
10. PRIX ATTENDUS	12
10.1 FORME DES PRIX	12
10.2. MODALITÉS DE FIXATION DU PRIX	13
10.3. CONTENU DES PRIX	13
11. MODALITÉS DE RÈGLEMENT ATTENDUES	13
11.1. MODALITÉS DE RÈGLEMENT	13
11.2. ÉTABLISSEMENT DES FACTURES	14
11.3. DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT ET INTÉRÊTS MORATOIRES	14
11.4. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE COMPTABLE	14
12. VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS	15

12.1 OPERATIONS DE VERIFICATIONS	15
12.2 ADMISSION DES PRESTATIONS	15
12.3 PRECISIONS RELATIVES A L'AJOURNEMENT DES PRESTATIONS	15
13. PENALITES	15
14. MODALITES DE REGLEMENT	15
14.1 AVANCES	15
14.2 ACOMPTES	15
15. ASSURANCES	16
16. SOUS-TRAITANCE	16
17 CLAUSE DE REEXAMEN	16
18 RESPONSABILITE, DEVOIR DE CONSEIL	17
19 CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL	17
20 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	18
20.1 OBJET	18
A. DESCRIPTION DU TRAITEMENT	18
B. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	18
C. OBLIGATIONS DE L'ANRU	19
D. SORT DES DONNEES	19
21 REVERSIBILITE	19
22 . APPLICATION DE L'ARTICLE D.8222-5 OU D8222-7 ET D.8222-8 DU CODE DU TRAVAIL	20
23. DIFFERENDS ET LITIGES	21
24. RESILIATION	21
25. DEROGATIONS AU CCAG-FCS	21

1. DESCRIPTION DU BESOIN

L'ANRU, créée par la loi du 1^{er} août 2003, est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) (décret n°2004-123 du 9 février 2004 modifié par le décret n°2004-642 du 2 juillet 2004 et par le décret n° 2006-1308 du 26 octobre 2006).

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché d'assistance au recrutement de personnel pour le Fonds de Co-Investissement de l'ANRU.

Il s'agit plus particulièrement de cadres spécialisés dans l'investissement et la gestion d'actifs immobiliers pour compléter l'équipe du Fonds co-investissement.

La consultation est lancée sous la forme d'un marché à procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du Code de la commande publique.

Le présent besoin a donc pour objet la recherche, la sélection et la présentation de candidats pour pourvoir ces postes en contrat de droit privé.

La mission qui sera confiée au titulaire est la suivante :

1. Identification et approche de candidats ciblés,
2. Rencontre et évaluation des candidats retenus par le titulaire puis l'ANRU,
3. Conseil sur le choix du candidat,
4. Intégration du candidat

Le présent marché a pour objet des prestations d'assistance au recrutement de personnel pour le fonds de co-investissement de l'ANRU.

Les candidats identifiés, évalués et présentés par le titulaire ont vocation à être recrutés directement par l'ANRU dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée (CDI) ou, le cas échéant, à durée déterminée (CDD).

Aucune prestation relative au recrutement de personnel intérimaire ou de mise à disposition de personnel ne relève du périmètre du présent accord-cadre.

Les précisions de la mission confiée au titulaire sont détaillées **au point 6 du présent descriptif**.

2 - Forme du marché et marchés similaires

2.1 Forme du marché

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre en application de l'Article L 2125-1 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande de services pris en application des articles R 2162-13 et R 2162-14 du code de la commande publique.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés aux titulaires de l'accord-cadre qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

2.2 Marchés similaires

En application de l'article R 2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations

similaires à celles qui ont été confiées au titulaire de ce présent marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

3 Passation des bons de commandes

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande selon les modalités suivantes :

Les bons de commande, émis sur le fondement de l'accord-cadre, sont notifiés au titulaire par l'ANRU, pendant la durée de validité contractuelle dudit accord-cadre.

L'ANRU sollicite le titulaire par l'envoi d'une demande de devis explicitant son besoin. Le titulaire s'engage, dans un délai de 5 jours à compter de la réception de la demande, à confirmer la prise en charge de la demande, en envoyant son devis, et l'absence d'empêchement.

L'ANRU émet un bon de commande sur la base du devis transmis par le titulaire. Ce bon de commande fait apparaître :

- Les références de l'accord-cadre et du bon de commande ;
- L'intitulé des prestations et leur montant ;
- Les délais d'exécution.

La durée d'exécution maximale d'un bon de commande est fixée à 6 mois.

S'agissant de la durée de validité des bons de commande :

Les bons de commande peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

- La durée d'exécution des bons de commande ne peut en tout état de cause, excéder de six mois la fin de la durée de validité du présent accord-cadre.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que seuls les bons de commande établis par l'ANRU engagent l'Agence.

4 Conduite des prestations – interlocuteurs

4.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

L'acheteur public est l'ANRU représentée par la Directrice Générale, ou toute personne ayant reçue délégation de cette dernière.

159 Avenue Jean Lolive
93500 Pantin
Téléphone : 01.53.63.55.00
Télécopie : 01.45.49.12.68

4.2 Pilotage des prestations par l'ANRU

Le pilotage des prestations est réalisé par le Fonds de Co-Investissement de l'ANRU.

4.3 Interlocuteur dédié du titulaire

Le titulaire identifie un interlocuteur principal dédié, responsable des prestations ainsi qu'un autre interlocuteur en capacité de le suppléer à tout moment.

Dans l'hypothèse où l'interlocuteur principal dédié et l'interlocuteur suppléant du Titulaire seraient indisponibles sur une période supérieure à 1 semaine ou définitivement, le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires, après en avoir avisé l'ANRU par courriel et dans les plus brefs délais, pour assurer la continuité des

prestations, dans les mêmes conditions de qualité et de délai.

Le Titulaire désigne un nouvel interlocuteur dédié. Ce dernier devra présenter une connaissance, une compétence, une expérience et plus généralement un niveau au moins équivalent au précédent interlocuteur dédié. Cette désignation pourra être effectuée par courrier ou courriel, pour validation par l'ANRU.

L'ANRU pourra demander toute information complémentaire sur les compétences et expériences de l'interlocuteur présenté. Elle pourra demander à rencontrer préalablement la personne proposée par le Titulaire.

La décision de l'ANRU d'accepter le nouvel interlocuteur dédié sera notifiée dans le délai de 10 jours ouvrés. Si nécessaire, l'ANRU informera préalablement le Titulaire d'une éventuelle prolongation de ce délai.

L'absence de capacité de proposer un nouvel interlocuteur dédié emportant acceptation de l'ANRU est un motif de résiliation du présent accord-cadre. Le cas échéant, aucune indemnité n'est due au titulaire.

Plus généralement, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations.

4.4 Equipe affectée à l'exécution des prestations

Le Titulaire s'engage à ce que son équipe soit disponible dans les délais prévus au présent accord-cadre, dans les bons de commande.

Le Titulaire s'engage à affecter, pour la réalisation des prestations, des compétences, des ressources et des profils dédiés :

- ☐ Conformes aux exigences formulées à l'accord-cadre et à son offre ;
- ☐ Répondant aux besoins de l'accord-cadre notamment en termes de compétence et de disponibilité ;
- ☐ Ayant une connaissance approfondie des tâches relevant des prestations, objet du présent accord-cadre.

Le Titulaire est seul responsable des ressources humaines qu'il affecte à la bonne exécution de ses obligations contractuelles et garantit la disponibilité des ressources nécessaires pour assurer l'exécution de ses obligations dans les délais contractuels.

Le Titulaire s'engage, si cela s'avère nécessaire pour respecter ses obligations contractuelles, à augmenter l'effectif de son équipe de travail sans accroissement du coût pour l'ANRU.

Pendant l'exécution de l'accord-cadre, l'ANRU se réserve le droit de récuser, par écrit tout membre de l'équipe du Titulaire qui s'avérerait inadapté ou ne donnerait pas entière satisfaction dans l'exécution des prestations qui lui sont confiées, ou toute personne qui ne respecterait pas les règles édictées par l'ANRU pour la bonne exécution des prestations.

Le Titulaire doit procéder au remplacement des personnels recusés dans les conditions suivantes : il doit proposer un remplaçant de niveau et compétences équivalentes dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception de la demande de récusation. Les coûts de remplacement sont à la charge exclusive du Titulaire.

Les personnes dédiées à l'exécution des prestations rendent compte de leur avancée à l'interlocuteur dédié du Titulaire. A ce titre, il est précisé que le Titulaire est libre d'aménager les tâches de son personnel affecté à l'exécution de l'accord-cadre dans le respect des intérêts et besoins de l'ANRU.

Pour l'exécution des prestations, le Titulaire affecte, en nombre suffisant, des équipes qualifiées et pourvues des qualités ainsi que des connaissances et compétences nécessaires, en fonction de la nature des prestations, à la bonne réalisation de celles-ci. Le Titulaire s'engage en outre à ce que les compétences de ses équipes soient stables pendant la durée des prestations.

Cet engagement du Titulaire sur la compétence, le nombre et la stabilité des équipes est une obligation essentielle de l'accord-cadre sans laquelle l'ANRU n'aurait pas contracté.

4.5 Obligations générales

Le Titulaire s'engage à effectuer ses prestations de façon diligente, efficace et économique, conformément aux techniques et usages de la profession. Dans l'exécution des prestations qui lui seront confiées, il se conforme strictement aux stipulations contractuelles.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à aviser l'ANRU de toute difficulté de réalisation des prestations et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'exécution de l'accord-cadre ne s'en trouve pas rendue plus complexe, longue ou compromise.

Le Titulaire a, d'une façon générale, un devoir de conseil. Il doit fournir spontanément à l'ANRU l'ensemble des conseils, mises en garde, recommandations et alertes nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations qui lui sont communiqués par l'ANRU avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le Titulaire sélectionne des personnes ayant les compétences requises dont il atteste la conformité et la régularité au regard des règles définies par le Code du travail ou par toute autre réglementation qui pourrait être spécifique à une profession requise.

Ainsi, le Titulaire s'engage notamment à :

- Exécuter en sa qualité de professionnel et au mieux de ses compétences les prestations, objet du présent accord-cadre ;
- Travailler en coordination avec l'ANRU sur l'avancement et au suivi des prestations ;
- Assurer le remplacement des responsables et personnels en cas de défaillance par des collaborateurs de qualification et d'expérience équivalentes ;
- Assurer le pilotage, le contrôle et la coordination des prestations ;
- Informer l'ANRU du déroulement des prestations qui lui sont confiées ;
- Assurer une continuité de service des prestations qui lui sont confiées.

5 Conflit d'intérêts

Le titulaire s'abstient de tout contact ou action de nature à compromettre son indépendance et son impartialité dans l'exécution de l'accord-cadre.

5.1 Définition du conflit d'intérêt

Le titulaire est en situation de conflit d'intérêt dès lors qu'il a un intérêt, direct ou indirect (par exemple par l'intermédiaire d'une filiale), de nature notamment économique ou commerciale, pouvant raisonnablement être regardé comme étant de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de la prestation qui lui est confiée par le bon de commande.

5.2 Modalités de prévention du conflit d'intérêt en amont de l'attribution des bons de commande

Le titulaire, saisi selon les modalités définies au présent CCAP, doit explicitement informer s'il se trouve en situation de conflit d'intérêts. Dès lors qu'il estime qu'un risque de conflit d'intérêt existe, le titulaire :

- ☐ Identifie la nature et l'ampleur du conflit d'intérêt ou du risque de conflit d'intérêt ;
- ☐ Présente toutes les mesures prises pour prévenir la survenance du conflit d'intérêt ou pour remédier à tout conflit d'intérêt constaté.

Au vu des éléments fournis et des informations qu'elle détient, l'ANRU décide si le titulaire se trouve dans une situation d'empêchement résultant d'un conflit d'intérêt. Le cas échéant, le titulaire concerné ne remet pas d'offre pour la consultation concernée.

L'ANRU se réserve le droit de procéder à la résiliation du présent accord-cadre pour faute en cas d'absence de déclaration ou de fausse déclaration dans les conditions et selon les modalités définies par l'article 24 du présent CCP.

Le titulaire répercute par écrit toutes les obligations pertinentes auprès des membres de son personnel et de ses organes d'administration et de direction ainsi qu'auprès des tiers participant à l'exécution du marché (sous-traitant).

5.3 Modalités de prévention du conflit d'intérêt lors de la réalisation des bons de commande

Tout conflit d'intérêt imprévisible et trouvant son origine pendant l'exécution des marchés subséquents ou des bons de commandes sans remise en concurrence doit être signalé sans délai et par écrit à l'ANRU. Dès lors qu'il estime qu'un risque de conflit d'intérêt existe, le titulaire :

- ☐ Identifie la nature et l'ampleur du conflit d'intérêt ou du risque de conflit d'intérêt ;
- ☐ Présente toutes les mesures prises pour prévenir la survenance du conflit d'intérêt ou pour remédier à tout conflit d'intérêt constaté. Au vu des éléments fournis et des informations qu'elle détient, l'ANRU décide si le titulaire se trouve dans une situation justifiant la fin anticipée du bon de commande concerné. L'ANRU se réserve le droit de procéder à la résiliation de l'accord-cadre pour faute en cas d'absence de déclaration ou de fausse déclaration. Le titulaire répercute par écrit toutes les obligations pertinentes auprès des membres de son personnel et de ses organes d'administration et de direction ainsi qu'auprès des tiers participant à l'exécution du marché (sous-traitant).

6. PERIMETRE DES PRESTATIONS ET LIVRABLES ATTENDUS

6.1 Prestations attendues

La mission consiste à réaliser les actions suivantes dans le cadre de l'assistance au recrutement des profils énumérés à l'article 1 :

- Analyse du besoin et définition de la fiche de poste et des profils adaptés au poste
- Réécriture de la fiche de poste si nécessaire
- Définition de la méthodologie de recherche des candidats (approche directe et modes de recherches complémentaires) ainsi que des actions de communication associées
- Identification et approche de candidats ciblés,
- Rencontre et évaluation des candidats retenus par le titulaire (réalisation d'entretiens, prise de références, réalisation de tests de personnalité et techniques sur demande de l'ANRU pour s'assurer de la correspondance des candidats avec le poste) et présentation des profils à l'ANRU
- Présentation d'une « short-list » de candidats ciblés recueillant l'aval de l'ANRU
- Constitution et envoi du dossier complet des candidatures retenues pour entretien par le titulaire à l'ANRU
- Organisation des rendez-vous de sélection par le titulaire et debriefing avec l'ANRU
- Conseil sur le choix du candidat et aide à la décision
- Gestion des réponses aux candidats non retenus
- Intégration du candidat et bilan avec l'ANRU pendant les 6 premiers mois de prise de fonction

6.2 Typologie des profils recherchés.

Les prestations portent sur le recrutement de cadres spécialisés intervenant dans les domaines de l'investissement, de la finance immobilière, de la gestion d'actifs immobiliers et de la gestion de participations.

Les profils recherchés sont destinés à exercer des fonctions stratégiques, managériales ou opérationnelles au sein du Fonds de Co-Investissement de l'ANRU.

À titre indicatif, et sans que cette liste soit exhaustive, les recrutements pourront notamment concerner les fonctions suivantes :

- Asset manager ;
- Gestionnaire de participations ;
- Responsable ou directeur d'investissement ;
- Responsable ou directeur du développement ;
- Responsable ou directeur des relations investisseurs ;
- Responsable ou directeur d'opérations ;
- Responsable de portefeuille ;
- Analyste investissement ;
- Toute fonction équivalente présentant une expertise dans les domaines de l'investissement immobilier et de la gestion d'actifs.

Les candidats proposés devront justifier d'une expérience significative acquise au sein d'acteurs reconnus des secteurs de l'investissement, de l'immobilier, de la gestion d'actifs, des foncières, des sociétés de gestion, des fonds d'investissement, de la promotion immobilière ou de toute structure intervenant dans la chaîne de valeur immobilière.

Le titulaire devra démontrer sa capacité à identifier, approcher et évaluer des profils disposant d'une expertise sectorielle avérée ainsi que d'une bonne connaissance des enjeux liés à l'investissement et à la gestion d'actifs immobiliers.

Le nombre de recrutements est donné à titre indicatif dans le DQE et n'a pas de valeur contractuelle.

6.3 Livrables attendus

La mission d'assistance au recrutement d'une équipe complète pouvant composer le service du Fonds de Co-Investissement de l'ANRU conduit le titulaire à mettre à la disposition de l'ANRU les documents suivants (sous forme papier ou dématérialisée) :

- Tableaux de bord hebdomadaires sur l'avancée de la recherche et des candidats identifiés potentiellement à retenir
- Au minimum un retour hebdomadaire téléphonique ou autre selon la demande de l'ANRU.
- Dossier des candidats retenus pour rendez-vous
 - Informations complètes sur le parcours et la situation du candidat
 - Grille d'évaluation du profil par rapport au descriptif de poste
 - Avis du titulaire sur le candidat pour le recrutement confié
 - Motivations du candidat
 - Prises de références effectuées et leur synthèse
 - Résultats des tests réalisés le cas échéant et avis du candidat sur ces résultats
 - Le CV du candidat
 - Copie des diplômes

7. CONDUITE DES PRESTATIONS – INTERLOCUTEURS

7.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'ANRU représentée par la Directrice générale ou toute personne ayant reçu délégation de ce dernier.

La Direction du Fonds de Co-Investissement est l'interlocuteur technique privilégié du titulaire.

7.2 Obligations générales

Le titulaire s'engage à effectuer ses prestations de façon diligente, efficace et économique, conformément aux techniques et usages de la profession. Dans l'exécution des prestations qui lui seront confiées, il se conforme strictement aux stipulations contractuelles. Il s'engage à intervenir conformément aux ambitions des programmes nationaux définis par le cadre législatif et réglementaire.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à aviser l'ANRU de toute difficulté de réalisation des prestations et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'exécution de l'accord-cadre ne s'en trouve pas rendue plus complexe, longue ou compromise.

Le titulaire a, d'une façon générale, un devoir de conseil. Il doit fournir spontanément à l'ANRU l'ensemble des conseils, mises en garde, recommandations et alertes nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations qui lui sont communiqués par l'ANRU avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le titulaire sélectionne des personnes ayant les compétences requises dont il atteste la conformité et la régularité au regard des règles définies par le Code du travail ou par toute autre réglementation qui pourrait être spécifique à une profession requise.

Ainsi, le titulaire s'engage notamment à :

- Exécuter en sa qualité de professionnel et au mieux de ses compétences les prestations, objet du présent accord-cadre ;
- Travailler en coordination avec l'ANRU sur l'avancement et au suivi des prestations ;
- Assurer le remplacement des responsables et personnels en cas de défaillance par des collaborateurs de qualification et d'expérience équivalentes ;
- Assurer le pilotage, le contrôle et la coordination des prestations ;
- Informer l'ANRU du déroulement des prestations qui lui sont confiées ;
- Assurer une continuité de service des prestations qui lui sont confiées.

7.3 Conditions d'exécution attendues

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire, conformément à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire devra effectuer ses prestations de façon diligente, efficace et économique, conformément aux techniques et usages de la profession, à compter de la notification du marché :

- conseil et définition de la méthodologie de recherche des candidats / communication et stratégie de recrutement (analyse du besoin et définition de la fiche de poste avec diffusion auprès des réseaux identifiés) et démarrage de la recherche des candidats.
- suite de la recherche des candidats, sélection et présentation de candidats à l'ANRU (recherche par approche directe complétée par les autres modes de recherche validés avec l'ANRU, présélection des candidats par entretiens et tests, prises de référence), présentation des dossiers à l'ANRU pour constituer la « short-list », organisation des sélections avec l'ANRU.
- présentation de la « short-list » de candidats ciblés à l'ANRU
- rencontre des premiers candidats par l'ANRU
- puis :
 - o Suite des rendez-vous par l'ANRU avec les candidats de la short-list, aide à la prise de décision et finalisation du recrutement, puis signature du contrat par le candidat
 - o Présentation d'une nouvelle short-list si pas de candidat retenu à l'issue des rendez-vous effectués suite la première short list transmise, jusqu'à la sélection du candidat retenu.
- préparation de l'arrivée du candidat retenu et suivi de son intégration.

Le titulaire n'approchera pas les candidats recrutés ni des salariés du Fonds de Co-Investissement salariés de l'ANRU pendant une période au moins de 36 mois.

Le titulaire s'engage également :

- à s'assurer qu'au niveau des sources, droit d'auteur et droit d'image, tout est en règle ;
- à informer sans délai l'ANRU de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du marché, de nature à en retarder ou en compromettre la réalisation ;
- à signaler les incohérences, les erreurs décelées qui ont une incidence sur l'exécution des prestations ;
- à respecter les obligations de confidentialité. Le titulaire, soumis au secret professionnel, s'engage à ne communiquer, ni utiliser sous aucune forme que ce soit, lesdits documents, informations et renseignements, sans autorisation préalable de l'ANRU (y compris les documents intermédiaires et de travail sur la méthode).
- à communiquer auprès des interlocuteurs définis par l'ANRU au démarrage de la mission ;
- A à respecter la Règlement général sur la protection des données (RGPD).

Le titulaire assurera principalement sa mission depuis ses propres bureaux, en fonction des besoins de l'ANRU, et effectuera un reporting régulier sur l'avancée de ses recherches (au minimum 1 fois par semaine).

Dans le cadre de cette mission, le prestataire pourra, en effet, être amené à participer à des réunions intermédiaires afin d'apporter directement auprès de l'ANRU son expertise, organisés à la demande de l'ANRU.

Il pourra être amené à participer à des réunions ponctuelles au siège de l'ANRU. Le titulaire s'engage à être présent – à la demande de l'ANRU - à l'ensemble des réunions. S'il ne peut être présent à une réunion, il communiquera à l'ANRU 48 heures avant la tenue de ladite réunion les raisons de cette indisponibilité.

Dans le cas où un candidat identifié par l'ANRU et non par le titulaire serait finalement retenu, les honoraires ne seraient pas dus.

8. Groupement d'entreprises

Les dispositions du présent article sont applicables dans l'hypothèse où le titulaire de l'accord-cadre est un groupement d'entreprises.

8.1 Rôle du mandataire

Le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'ANRU.

Le mandataire doit transmettre à tous les cotraitants concernés les instructions, notes, directives, ordres de service, correspondances, informations et pièces relatives à l'exécution de l'accord-cadre, et de façon générale, toute pièce émanant de l'ANRU et, de même, transmettre à l'ANRU les correspondances, informations, réclamations, réserves et demandes des cotraitants susceptibles d'affecter l'exécution de l'accord-cadre.

Le mandataire coordonne la réalisation des prestations de l'accord-cadre et garantit, au nom du groupement leur bonne exécution et le respect des délais d'exécution.

8.2 Régime des paiements

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations tel que détaillé dans le bon de commande.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le titulaire a transmis avec son offre une répartition des paiements entre les membres du groupement en ayant indiqué les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

9. DUREE DU CONTRAT – DELAIS D'EXECUTION ATTENDUS

9.1. Durée du contrat

L'accord-cadre sera conclu pour une durée d'un (1) an à compter de leur date de notification au Titulaire. Il peut être reconduit tacitement au maximum trois (3) fois pour une nouvelle période d'un (1) an à compter de la date anniversaire de sa notification, sans pouvoir excéder 4 ans.

En application de l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique cette reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. Cependant le marché peut ne pas être reconduit par l'acheteur sur décision expresse. La non-reconduction ne donnera pas lieu à indemnisation. Seule l'ANRU peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre. En cas de non-reconduction, l'ANRU en informe le titulaire avec un préavis d'un mois. La non-reconduction ne donne pas lieu à indemnisation du titulaire.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières. Ils pourront, le cas échéant, être fixés dans le bon de commande.

Les bons de commande peuvent être adressés dès la notification de l'accord-cadre et jusqu'à son expiration. À l'expiration de l'accord-cadre, aucun bon de commande ne pourra plus être émis, toutefois l'exécution des bons de commande déjà émis sera poursuivie jusqu'à leurs termes. L'ANRU ne peut cependant retenir une date de notification et une durée d'exécution telles que l'exécution du bon de commande se prolonge dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

9.2 Délais et réalisation de la prestation

La prestation d'assistance au recrutement se fera suivant l'article 6. Les changements qui pourraient y être apportés devront être validés en amont par l'ANRU auprès du titulaire.

Le titulaire devra transmettre les livrables définis à l'article 3 dans le cadre de la mission confiée.

Le titulaire s'engage à recueillir toute observation, apporter tout complément, lever toutes réserves émises par l'ANRU sur les livrables transmis. Dans cette hypothèse, le titulaire remettra à l'ANRU un nouveau livrable prenant en compte ces compléments et réserves.

10. PRIX ATTENDUS

10.1 Forme des prix

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires, fermes et définitifs. Ces prix ne font pas l'objet d'une actualisation. Le montant maximum de l'accord-cadre sur les quatre années est de 190 000,00 euros HT.

Les prix sont déclinés en fonction du salaire des profils recherchés.

Les prix indiqués dans le BPU sont des prix plafonds.

10.2. Modalités de fixation du prix

La mission sera rémunérée sur un montant forfaitaire global HT défini convenu entre le titulaire et l'ANRU selon les modalités suivantes :

- Démarrage de la mission suite à la notification du contrat : 50% du montant HT forfaitaire
- Signature du contrat de travail par le candidat retenu : 50% du montant HT forfaitaire

Ces honoraires ne comprennent pas les frais de déplacement des candidats, qui ne seront pas pris en charge par l'ANRU. Si l'ANRU souhaitait avoir recours à une annonce payante, les frais liés seront à sa charge et lui seront adressés directement. Le titulaire sera chargé de la rédaction, du choix du support et lui fera bénéficier des remises dont il bénéficie.

Dans le cas où l'ANRU viendrait à stopper la mission avant la signature du contrat avec le candidat pour une raison non imputable au titulaire et après présentation de la « short-list » de candidats ciblés validés par l'ANRU, elle serait redevable d'une indemnité compensatrice de 30% du montant global de la mission au titulaire. L'ANRU s'engage à ne pas recruter d'autres candidats présentés par le titulaire à l'occasion de la présente mission sans en informer le titulaire.

Dans le cas où le(s) candidat(s) intégré(s) quitterait l'ANRU dans un délai d'un an à compter de sa prise de fonction, le titulaire s'engage à reprendre l'intégralité de la mission sans honoraires supplémentaires, quel que soit les motifs de ce départ (à l'initiative de l'ANRU ou du salarié).

10.2. Contenu des prix

Les prix sont complets et réputés comprendre, notamment, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que les frais inhérents à la réalisation des prestations (frais de secrétariat, frais de reprographie ...).

Ces prix sont réputés assurer au titulaire une marge pour risques.

11. MODALITES DE REGLEMENT ATTENDUES

11.1. Modalités de Règlement

Les paiements sont effectués par virement sur le compte du titulaire défini dans l'acte d'engagement de l'accord cadre.

L'ANRU s'acquittera des sommes dues au titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement conforme à la réglementation et aux exigences de l'accord-cadre. Tout retard dans le paiement entraîne

:

- ☐ La mise en oeuvre d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- ☐ Le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €.

11.2. Etablissement des factures

Outre les mentions légales, les factures du Titulaire font apparaître les références au présent accord-cadre et celles du bon de commande.

Les demandes de paiement sont adressées à l'ANRU via le portail ChorusPro : <https://choruspro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Les factures seront libellées au nom de l'ANRU de la façon suivante :

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine
Direction des Affaires financières, des Systèmes d'Information et de la Comptabilité
(DAFSIC) Pôle SFACT
159 Avenue Jean Lolive
93500 Pantin

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

A défaut des mentions permettant leur identification et accompagnées des justificatifs demandés dans le présent marché ainsi que dans le cas où les demandes de paiement ne comporteraient pas les mentions obligatoires cidessus, les factures seront rejetées et le délai de paiement sera suspendu dans les conditions fixées à l'article 4 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

11.3. Délai global de paiement et intérêts moratoires

Conformément à l'article 2 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le paiement sera effectué par virement à trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par l'ANRU.

Le défaut de paiement dans le délai prévu à l'alinéa précédent fait courir de plein droit au bénéfice du titulaire des intérêts moratoire dont le taux est égal au taux de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération principale de refinancement la plus récente en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Au montant calculé en application de cette formule, s'ajoute une indemnisation forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €. Toutefois, et si le titulaire en apporte la justification, une indemnisation complémentaire pourra lui être versée si les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire. Ces frais peuvent notamment inclure les frais exposés pour faire appel à un avocat ou à une société de recouvrement de créances.

11.4. Renseignements d'ordre comptable

L'ordonnateur des dépenses est le directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Le comptable public assignataire est l'agent comptable de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

12. Vérification et réception des prestations

12.1 Opérations de vérifications

Les opérations de vérification se déroulent dans les conditions fixées aux articles 26 et suivants du CCAG-FCS.

12.2 Admission des prestations

L'admission des prestations peut prendre la forme d'un simple mail. L'admission des prestations vaut exonération des pénalités de retard.

12.3 Précisions relatives à l'ajournement des prestations

La décision d'ajournement peut prendre la forme d'un simple mail. Par dérogation au CCAG-FCS, le délai de mise au point des prestations à la suite d'une décision d'ajournement est précisé dans la décision d'ajournement. Si aucun délai n'est fixé dans la décision d'ajournement des prestations, le titulaire dispose d'un délai de cinq jours pour présenter les prestations mises au point.

Par dérogation au CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de deux jours calendaires pour faire connaître son acceptation de la décision d'ajournement.

13. Pénalités

Les pénalités s'appliquent dans les conditions fixées à l'article 14 du CCAG-FCS. Sauf mention contraire, l'admission vaut décision d'exonération des pénalités de retard encourues par le titulaire.

14. Modalités de règlement

14.1 Avances

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du Code de la commande publique, le titulaire peut recevoir une avance, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est calculé comme suit : 20 % du montant TTC du bon de commande sera versée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le remboursement des avances versées au titulaire s'effectue conformément aux dispositions de l'article R. 2191-11.

Les frais de déplacement ne sont pas éligibles au versement d'une avance.

14.2 Acomptes

Le titulaire adresse une facture par bon de commande une fois les prestations admises. Pour les bons de commande dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois, le titulaire peut adresser une ou plusieurs demandes de paiement trimestrielle. Le cas échéant, les prix forfaitaires et unitaires peuvent être fractionnés pour tenir compte des prestations en cours d'exécution.

15. Assurances

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS.

16. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution des prestations du présent accord-cadre dans les conditions fixées aux articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

Seront transmis sur demande de l'ANRU tous documents nécessaires à l'appréciation des capacités techniques, juridiques, administratives et financières du ou des sous- traitants proposés permettant une juste appréciation de l'offre.

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit adresser à l'ANRU un dossier de demande comprenant :

- Un acte spécial ou déclaration de sous-traitance mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel ou maximum des sommes à payer directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics, daté et signé par le titulaire et le sous-traitant ; Les demandes d'agrément des sous- traitants pourront être faites en utilisant le formulaire modèle DC4 « déclaration de sous-traitance » (dernière version en vigueur) ou équivalent, téléchargeable en suivant le lien
: <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Les obligations qui incombent au titulaire dans le cadre de l'accord-cadre et du bon de commande s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer. Lorsque le montant de la sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant est payé directement par l'ANRU.

A réception de la demande de sous-traitance, l'ANRU dispose d'un délai de vingt-et-un (21) jours pour accepter ou non le sous-traitant et ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux stipulations de l'article 3.6 du C.C.A.G.- PI. Il lui est rappelé que la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des prestations sous-traitées. Les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Il appartient au titulaire de transmettre les demandes de paiement de ses sous-traitants après les avoir validées.

17 Clause de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique et à l'article 25 du CCAG-FCS, le présent accord-cadre peut faire l'objet d'un réexamen de ses conditions dans les cas suivants :

- ☐ De substitution du titulaire par un nouveau (à la suite d'une fusion-absorption, par exemple)

18 Responsabilité, devoir de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation de résultats en ce qui concerne l'exécution matérielle de ses prestations et à une obligation de moyens en ce qui concerne leur contenu intellectuel. Le titulaire est également tenu à une obligation au devoir d'information et de conseil notamment en ce qui concerne le contenu du présent marché.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultats en ce qui concerne l'exécution matérielle et chiffrée de ses prestations, notamment les calculs de rémunération et de cotisations sociales, et à une obligation de moyens en ce qui concerne leur contenu intellectuel.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'ANRU différente de celle qu'il aura préconisée.

L'ANRU ne saurait être tenue responsable des bogues présentes dans les outils mis à la disposition du titulaire, et ne prendra donc pas à sa charge d'éventuelles conséquences de ces bogues. Il appartient au titulaire de les contourner.

Pendant le marché, le titulaire doit résoudre les éventuels dysfonctionnements pouvant apparaître du fait du changement de version des outils utilisés.

19 Confidentialité et secret professionnel

Chacune des parties s'engage à conserver et à ne pas divulguer, les informations et documents de quelque nature que ce soit, qu'elle aurait pu recueillir, obtenir ou dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent marché concernant l'autre partie.

Plus précisément, en aucun cas les logiciels, les procédures de gestion, ainsi que les documents émis par l'ANRU ou remis au titulaire par l'ANRU ne pourront être cédés, reproduits, divulgués ou publiés par le titulaire, sauf accord préalable et écrit de l'ANRU.

Les deux parties se portent fort du respect du présent engagement du secret par leurs préposés ou toute autre personne dont elles ont la responsabilité.

Cet engagement ne concerne pas les informations et documents que chaque partie aurait pu recueillir, obtenir ou connaître en dehors du cadre du marché et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention de la partie concernée recueillant l'information.

Le titulaire s'engage par ailleurs à ne pas utiliser la référence à son marché avec l'ANRU à des fins publicitaires sans l'accord écrit préalable de l'ANRU.

Le non-respect de ses engagements par le titulaire expose celui-ci à d'éventuelles condamnations pénales, ainsi qu'à la résiliation du marché conformément à l'article 22 du présent document.

20 Protection des données à caractère personnel

20.1 Objet

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à traiter les données à caractère personnel pour les besoins de l'exécution de ses relations contractuelles avec l'ANRU.

De façon générale, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, soit principalement le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le RGPD).

a. Description du traitement

Finalité du traitement :

- ☐ Procéder au recrutement des membres du personnel dès lors qu'un poste est à pourvoir
- ☐ Constituer une CVthèque pour des postes à pourvoir dans le futur

Catégories de personnes concernées : les candidats à un poste à pourvoir (interne ou externe), ou candidats présentant une candidature spontanée, candidats à des stages ou à une alternance.

Catégories de données concernées :

- ☐ Données d'identité : nom, prénom, photographie (facultatif), sexe, date et lieu de naissance, coordonnées personnelles
- ☐ Données relatives aux qualifications du candidat : diplômes, certificats et attestations, langues étrangères pratiquées, expériences professionnelles passées, responsabilités occupées, dates des responsabilités, lettre de recommandation
- ☐ Données relatives au parcours du candidat : prise de références auprès d'anciens employeurs

Durée du traitement :

- ☐ Suppression automatique chaque année des courriels intégrés à la boîte mail recrutement
- ☐ Suppression manuelle réalisée sur le serveur au plus tard tous les deux

Source des données : Candidatures reçues

Transfert de données : Pas de transfert hors UE

b. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage plus précisément :

- à garder confidentielles les données à caractère personnel auxquelles il aura accès à l'occasion de l'exécution du contrat le liant à l'ANRU ;
- à ne pas utiliser les données à caractère personnel traitées à d'autres fins que celles spécifiées dans le contrat ou ayant donné lieu à une instruction écrite de l'ANRU ;
- à ne pas divulguer les données à caractère personnel traitées à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales, publiques ou privées, sauf aux fins strictement nécessaires à la bonne exécution du contrat ou sur instruction de l'ANRU ;
- à n'avoir recours, le cas échéant, à un sous-traitant à qui de telles données pourraient être transmises qu'avec l'autorisation écrite préalable de l'ANRU et, en tout état de cause, uniquement, sous réserve de l'assurance de garanties de confidentialité et de sécurité des données suffisantes ;
- à notifier dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 72 heures après en avoir eu connaissance toute violation de données à caractère personnel ainsi que toute information relative à la gravité et l'étendue de la violation et son origine ;
- à ne prendre aucune copie des documents et supports d'information qui lui seront confiés, en dehors de ce qui est requis par l'exécution du contrat ou qui procède d'une instruction de l'ANRU ;

- à assister, dans la mesure du possible, l'ANRU dans le respect de ses propres obligations « informatique et libertés

» et notamment dans le cas d'une demande de droit d'une personne concernée et/ou pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données ;

- à communiquer le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, conformément, à l'article 37 du règlement sur la protection des données à caractère personnel ;

- à documenter sa conformité à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel

- et plus particulièrement s'agissant des opérations effectuées dans le cadre de l'exécution du contrat le liant avec l'ANRU - et à tenir à sa disposition cette documentation, notamment dans le cadre de la réalisation d'audit ;

- à assurer la sécurité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution dudit contrat en mettant en oeuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles adéquates et visées en annexe de l'acte d'engagement ;

- à respecter, de façon absolue, les obligations précitées et à les faire respecter par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

c. Obligations de l'ANRU

L'ANRU s'engage, pour sa part :

- à ne transmettre au titulaire que les données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution de ses obligations contractuelles ;

- à formuler ses instructions au titulaire s'agissant d'un traitement de données à caractère personnel, par écrit ;

- à garantir le respect des droits relatifs à la protection des données à caractère personnel des personnes concernées et notamment, le cas échéant, le droit d'être tenu informé de la communication de leurs données au [cocontractant]

;

- à veiller pendant toute la durée des traitements de données à caractère personnel sur lesquels le cocontractant pourrait être conduit à intervenir au respect des obligations prévues par le RGPD.

d. Sort des données

A l'issue du contrat, le titulaire s'engage à supprimer toutes les données à caractère personnel détenues et à détruire toute éventuelle copie existante (sauf si des obligations légales ou réglementaires s'y opposent), après avoir transféré l'ensemble des données relatives à la réalisation du marché.

21 Réversibilité

La réversibilité intervient lorsque la relation contractuelle cesse quelle que soit la cause de ce terme.

Il pourra être établi un plan de réversibilité entre les parties qui sera annexé au présent accord cadre. Celui-ci définira la durée et les conditions de mise en oeuvre de la réversibilité et fera l'objet de mise à jour régulière au regard du déroulement des prestations objet du présent accord cadre.

En tout état de cause, les principes suivants doivent être respectés par le titulaire, qu'un plan de réversibilité ait été établi ou non :

La réversibilité sur les données a pour objectif de permettre à l'ANRU de récupérer l'ensemble des données et informations confiées titulaire et ce dans les meilleures conditions.

En cas de cessation de la relation contractuelle, quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à restituer à la première demande de l'ANRU dans un délai de 3 mois, l'ensemble des données lui appartenant sous un format standard lisible sans difficulté dans un environnement équivalent (le format précis des données peut être précisé dans le plan de réversibilité le cas échéant). Le titulaire devra maintenir un niveau de sécurité suffisant durant ces opérations de sorte que les exigences de l'ANRU en la matière ne soient jamais remises en cause. Le transfert des données devra être réalisé en ayant recours à des moyens techniques permettant de réaliser ce transfert dans un délai raisonnable (en termes de capacité machine et réseau suffisant notamment).

Le titulaire fera en sorte que, selon la solution retenue par l'ANRU :

l'ANRU puisse poursuivre l'exploitation des données, sans rupture, directement ou avec l'assistance du futur

titulaire ;

☐ le futur titulaire puisse directement poursuivre l'exploitation des données, sans rupture.

En ce qui concerne plus spécifiquement le sort des données à caractère personnel, les stipulations de l'article 20 d

«

Protection des données à caractère personnel » devront être respectées ».

22 . Application de l'article D.8222-5 ou D8222-7 et D.8222-8 du code du travail

Le titulaire remet à l'ANRU, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 (ex R. 324-4) ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (ex R. 324-7) (pour les établissements situés à l'étranger) du code du travail.

Si le candidat est établi ou domicilié en France (application de l'article D.8222-5 du code du travail) :

1. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
2. Lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger (application des articles D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail) :

1. Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
2. Un document attestant de la régularité de la situation sociale du candidat au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le candidat est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale ;
3. Lorsque l'immatriculation du candidat à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
 - a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
 - b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
 - c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française. En cas de groupement, ces documents sont à transmettre pour chaque membre du groupement.

23. Différends et litiges

Il est formellement spécifié que, en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourront survenir entre l'ANRU et le titulaire ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient surgir concernant l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre.

Dans tous les cas, le droit applicable est le Droit français.

Les litiges qui pourraient naître entre les parties à l'occasion de ce contrat sont portés devant le tribunal administratif du siège de l'Agence.

24. Résiliation

La résiliation pourra être prononcée dans les cas et les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS. Conformément à l'article 45 du C.C.A.G.- FCS, l'ANRU peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire dans les cas visés dans le présent accord-cadre ou ceux visés au C.C.A.G.- FCS

25. Dérogations au CCAG-FCS

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du C.C.A.G.-FCS :

Article du CCAP	Libellé de l'article	Article du C.C.A.G.- FCS
9.3	Vérification et réception des prestations	27